ASSEMBLÉE NATIONALE

18 décembre 2007

LOI DE FINANCES POUR 2008 (C.M.P.) - (n° 507)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENTN° 5 (2^{ème} rect.)

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 35 et État D

I. – Dans cet article, substituer aux mots :

« 148 306 940 343 € et de 147 939 940 343 € »

les mots :

« 148 789 940 343 € et de 148 422 940 343 € ».

II. – Après la quinzième ligne du deuxième tableau de l'état D, insérer les trois lignes suivantes :

AVANCES AU FONDS D'AIDE À L'ACQUISITION DE VÉHICULES PROPRES	483 000 000	483 000 000
Avances au titre du paiement de l'aide à l'acquisition de véhicules propres	455 700 000	455 700 000
Avances au titre du paiement de la majoration de l'aide à l'acquisition de véhicules propres en cas de destruction simultanée d'un véhicule de plus de quinze ans	27 300 000	27 300 000

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objet, par coordination avec le projet de loi de finances rectificative pour 2007 amendé (art. 23 *bis*), de doter de 483 millions € le compte de concours financiers « Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres ».

Ce compte de concours financiers est constitué de deux programmes : le premier, intitulé « Avances au titre du paiement de l'aide à l'acquisition de véhicules propres », correspond aux avances qui seront faites au profit du fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres pour le paiement des primes, ou « bonus », incitant, dans le cadre du dispositif de l'« écopastille », à l'acquisition de véhicules peu émetteurs de dioxyde de carbone. Le second, dénommé « Avances au titre du paiement de la majoration de l'aide à l'acquisition de véhicules propres en cas de destruction simultanée d'un véhicule de plus de quinze ans », permettra d'effectuer les avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres pour le paiement de la prime à la casse, ou « superbonus », du dispositif de l'« écopastille ».

Les montants des crédits inscrits sur chacun de ces programmes tiennent compte des estimations du coût des bonus et superbonus ainsi que des frais de gestion supportés par le fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres.